



---

INSTITUT D'ECONOMIE ET  
DE POLITIQUE DE L'ENERGIE

---

**Pétrole**  
**l'année des paradoxes :**  
**guerre, récession et les affaires comme d'habitude**

Michel Chatelus

2002

Paru dans  
*Cyclope 2002 : les marchés mondiaux*  
Economica, 2002

Unité mixte de recherche du Centre National de la Recherche Scientifique  
et de l'Université Pierre Mendès France (UFR DGES) - UMR 5111

IEPE, BP 47, 38040 Grenoble Cedex 09, France  
Tél : +33 (0)4 76 51 42 40 ; Fax : +33 (0)4 76 51 45 27  
Mél : [iepe@upmf-grenoble.fr](mailto:iepe@upmf-grenoble.fr) ; URL : <http://www.upmf-grenoble.fr/iepe>

Année de tous les dangers dans la géopolitique internationale, 2001 surprend l'analyste des mouvements pétroliers par la prédominance du phénomène de « business as usual » qui caractérise les évolutions dominantes. On observe trois trimestres de prix relativement élevés malgré une tendance à l'effritement due à la détérioration de la conjoncture américaine, une crise de dimension mondiale avec des actes de guerre contre l'Amérique impliquant de facto le Moyen-Orient pétrolier, mais ne provoquant aucune panique sur le marché, et un dernier trimestre de prix plus bas et relativement stables reflétant la faiblesse de l'activité économique, selon une relation des plus classiques et familières. Jamais la situation n'a paru hors contrôle, même si nul ne peut prétendre savoir comment se combinent les facteurs de contrôle.

Les chocs et les ruptures annoncés et redoutés après le 11 septembre ne se sont pas produits, mais au-delà d'une certaine forme de normalité, on voit se confirmer des tendances qui s'esquissaient précédemment ou s'amorcer des changements qui marqueront le futur. Les conditions du marché pétrolier ne connaissent pas de bouleversements majeurs, certains des facteurs déterminants des déséquilibres des années 1999/2000 s'atténuent, surtout aux Etats-Unis, mais les questions de fond demeurent.

L'après 11 septembre est marquée par les appréhensions puis la rapide dissipation de fantasmes qui ont proliféré après l'attaque contre les Tours de Manhattan. En dépit des Cassandres du choc des cultures, le phénomène le plus notable paraît être l'absence de toute instrumentalisation, même à titre de menace, du « pétrole arabe » pour concrétiser une hypothétique solidarité islamique face aux réactions des Etats-Unis et des leurs alliés occidentaux (et « chrétiens » !). La « rue » arabe ou musulmane dont les réactions violentes allaient déstabiliser, selon de nombreux observateurs, les régimes accusés d'être trop sensibles aux pressions et chantages américains, d'accepter le soutien inconditionnel américain à Israël et la présence de troupes américaines dans les lieux saints de l'Islam, n'a pratiquement pas bougé.

Les questions de sécurité d'approvisionnement, depuis longtemps objet de préoccupation majeur pour les responsables de la politique énergétique, et auxquelles notamment la Commission Européenne avait consacré un important Livre Vert à la fin de 2000, vont évidemment être l'objet d'attentions accrues après le 11 septembre. Les inquiétudes se nourrissent en particulier de la très grande dépendance de l'Europe envers le brut importé du Moyen-Orient, où les régimes politiques paraissent très vulnérables. Avec le recul, certes encore limité, rien ne paraît profondément modifié dans ce domaine, le problème n'a pas changé de nature. Les risques potentiels d'un recours croissant au pétrole du Moyen-Orient restent inchangés ; à court et moyen terme il n'existe pas d'alternative, hors une politique fortement volontariste de réduction drastique de la consommation d'énergie, en particulier dans le secteur du transport. Cette option est politiquement, socialement et économiquement inenvisageable, même en dehors des Etats-Unis. On omet d'ailleurs de poser clairement la question de « l'instabilité pour qui ? », en négligeant le fait que l'instabilité des prix du brut peut être plus préjudiciable et plus dangereuse pour les exportateurs que pour les importateurs.

L'odeur de pétrole que de très nombreux commentateurs ont cru déceler dans l'intervention américaine en Afghanistan relève plus du fantasme (comment imaginer et présenter au public une guerre dont la motivation ne serait pas la poursuite d'intérêts économiques ?), que de la réalité du terrain et de la géopolitique. Si nul ne conteste que des firmes pétrolières américaines, (Unocal en particulier), ont étudié il y a quelques années la possibilité d'évacuer par l'Afghanistan des hydrocarbures en provenance d'Asie Centrale, et pris à cette fin des contacts avec le gouvernement taliban, aucun projet réaliste et rentable

n'est concevable dans un avenir économiquement significatif, pour plusieurs raisons : incertitudes sur les ressources réelles en hydrocarbures de la Caspienne et de l'Asie Centrale, difficultés du terrain en Afghanistan et aléas politiques permanents dans ce pays, existence de voies plus logiques et rentables par l'Iran pour des exportations en Europe et en Asie du sud-est, et faible capacité financière des clients proches, Pakistan et Inde.

On envisagera, dans un contexte qui a évolué, mais n'a pas été bouleversé, les facteurs dont dépendent à titre majeur les évolutions et les perspectives du marché pétrolier.

Les forces du marché et la conjoncture économique sont plus déterminantes que les affrontements militaires puisque c'est le ralentissement de l'économie mondiale qui a poussé les prix du brut à la baisse, alors que le conflit afghan, et les perspectives de troubles au Moyen-Orient n'ont provoqué qu'une hausse éphémère, suivie d'un affaiblissement durable. On observe en fait un retour à la tendance baissière de fond observée depuis le milieu des années 1980, et provisoirement inversée en 1999/2000. Pour le moment, des garde fous empêchent une chute catastrophique et incontrôlée, même s'il n'est pas très facile d'identifier clairement les modalités de ce freinage de la baisse.

Parallèlement, on observe plus nettement que jamais l'incapacité du marché à assurer sans contrôles et interventions les équilibres offre/demande et la satisfaction des consommateurs, alors qu'il s'agit de la fonction majeure dont le créditent, ses thuriféraires. Le contexte américain est riche d'enseignement à cet égard.

L'Opep est impuissante à mettre en œuvre le mécanisme stabilisateur adopté dans son principe en 2000, sa crédibilité est menacée dès que la baisse de demande impose des sacrifices qu'il faut répartir entre ses membres, et des alliances avec des producteurs extérieurs réticents.

L'Arabie Saoudite est le pivot de l'organisation, voire l'incarnation à elle seule de celle-ci. Plus que jamais elle doit déterminer une stratégie et appliquer une politique conciliant des objectifs contradictoires et soumise à d'intenses pressions internes et externes.

La Russie fait un retour remarqué sur la scène géopolitique mondiale, en tirant habilement avantage de son appui sans restriction à la guerre contre le terrorisme, mais elle réapparaît en même temps comme un acteur influent sur le marché pétrolier. Toute politique de contrôle de production exige son appui ou sa neutralité bienveillante, et elle redevient un partenaire indispensable et exigeant dans le grand jeu sans cesse recommencé autour des ressources de la Caspienne. Il faut noter d'ailleurs que celles-ci sont réévaluées à la baisse.

Dominant la scène internationale, les Etats-Unis ont très rapidement abandonné toute éventualité de concertation avec leurs partenaires de la grande alliance contre le terrorisme, qui auraient pu nuancer leur approche unilatéraliste des problèmes mondiaux. Les contradictions de leur politique énergétique restent une source majeure d'inquiétudes pour l'avenir d'une évolution coordonnée de la gestion mondiale des ressources de la planète.

Malgré la forte baisse du dernier trimestre, les compagnies ont vécu une année fructueuse et relancé leurs investissements.

## **Offre, demande et prix du pétrole. Des déséquilibres moindres qu'en 2000, mais des carences spectaculaires de la régulation par le marché.**

La situation pétrolière sur l'ensemble de l'année 2001 est déterminée non pas par les aléas de la politique internationale, mais par le ralentissement américain dès le début de l'année, qui a entraîné une chute de la croissance mondiale, plus rapide et plus forte que la plupart des conjoncturistes ne le prévoient, du fait de l'impact du « 11 septembre ». En fin 2000, les déséquilibres qui avaient maintenu des prix élevés au cours de l'année étaient en voie de résorption : la production de l'OPEP avait été supérieure à la demande depuis le milieu de 2000, (elle a augmenté de 3,7 mb/j sur l'ensemble de l'année), les stocks flottants des pays producteurs étaient très importants, les capacités des raffineries asiatiques permettaient d'alimenter les marchés occidentaux. Les stocks étaient reconstitués. Après une baisse sensible en décembre 2000, les prix se raffermirent au début de 2001, (après une réduction de 1,5mb/j de la production Opep), mais les perspectives d'évolution étaient très contrastées, et des observateurs avisés n'excluaient pas une forte chute des prix dès le début de 2001, certains allant jusqu'à évoquer du brut à \$10 le baril, comme en 1998/début 1999. L'aggravation et la diffusion du ralentissement conjoncturel américain renforçaient les arguments des pessimistes. Les pays producteurs se trouvaient à nouveau devoir choisir entre le maintien de leurs parts de marché, avec une production abondante et des prix faibles, ou le renforcement des quotas pour réduire l'offre afin de soutenir les prix. Les incertitudes se reportaient sur les capacités de l'industrie de raffinage à assurer au printemps de 2001 une production de carburants répondant à la demande toujours forte des automobilistes au seuil de l'été, mais l'expérience de 2000 allait permettre de mettre en place des solutions adaptées. Aucun effondrement ne se produit, mais les forces du marché, entraînent une baisse sensible des prix à partir de l'été. Les inquiétudes sur les approvisionnements qu'avaient brièvement soulevé les attentats se sont très vite dissipées, au moins pour le court terme. La logique du marché l'emporte sur la logique de la tension internationale.

La demande de brut en 2001 est quasi stagnante par rapport à celle enregistrée en 2000 (76,1 mb/j, au lieu de 76 mb/j), et elle baisse fortement au cours des 2 derniers trimestres. Selon l'Agence Internationale de l'Energie, la production mondiale s'est élevée à 76,7 mb/j en moyenne pour l'année 2000, et 76,8 mb/j en 2001. Pour les 2 derniers trimestres de 2000, la demande est respectivement 76,4 et 76,8 mb/j, alors qu'elle n'est ne dépasse pas 75,5 et 76,3mb/j pour les 2 derniers trimestres 2001. Pour les deux derniers trimestres de 2001, la demande moyenne est donc inférieure de 1,3 mb/j à celle de la période équivalente de 2000. L'offre dépasse la demande sur l'ensemble de l'année, permettant une reconstitution des stocks et déclenchant une évolution à la baisse en fin d'année

Le niveau moyen des prix du brut sur l'année 2001, est inférieur à celui de 2000, mais reste assez élevé jusqu'en septembre. Dès janvier 01, les prix étaient remontés depuis le niveau faible constaté en fin d'année 2000, et sur les trois premiers trimestres, ils oscillent entre \$23 et \$27, donc dans la fourchette \$22/\$28 affichée comme objectif par l'Opep, et acceptée, tacitement ou explicitement, par la majorité des acteurs du marché. Le 11 septembre est suivi d'un bond éphémère, qui ne traduit aucune panique, puis survient une forte chute : 27% entre le 11 septembre et le 26 octobre. Les prix oscillent ensuite entre \$18 et \$21 d'octobre à décembre. La fin de l'année se termine avec des niveaux particulièrement bas, \$17.53 pour le panier Opep, et \$18.53 pour le Brent daté pour la dernière semaine de décembre de 2001. Le baril de brut Opep de référence atteint \$23,6 pour l'ensemble de l'année en baisse de 16% sur les \$ 27,60 en 2000), le Brent est passé à \$24,45. (\$28,50 en 2000). Un hiver exceptionnellement doux s'ajoute à l'effet de la

récession économique, et accentue la tendance à la faiblesse des prix à l'automne 2001, mais ceux-ci ne s'effondrent pas.

Le débat sur le niveau de prix optimal, satisfaisant ou acceptable s'est poursuivi comme dans les années précédentes. Avec des variantes plus « extrémistes », les fourchettes minimales de \$18/\$25 et maximales de \$22/\$28 sont très généralement retenues. Le fondement du mécanisme de stabilisation instauré par l'Opep reste un prix moyen de \$25, oscillant entre \$22 et \$28. En fin d'année, face à la faiblesse de la demande, certains membres de l'Organisation acceptent le principe d'une baisse du prix moyen et des bornes de la fourchette. Des responsables de l'Opep soulignent à la fin du printemps qu'il y a convergence entre eux et les Etats-Unis pour estimer satisfaisant un prix autour de \$25. Le directeur de l'Agence Internationale de l'Energie considère qu'un prix de \$20/\$22 permet les investissements suffisants pour développer la production. Une sorte de compromis diplomatique a été formulé en décembre par le ministre saoudien du pétrole qui a déclaré que le prix souhaitable était entre \$20 et 25. Ce sont là les objectifs défendus par l'Union Européenne et par la Russie. Rien ne permet de penser cependant qu'un tel niveau pourra être obtenu dans les prochains mois, et l'écart reste considérable en termes de revenus pour les producteurs entre \$20 et \$25. La question liée, et toujours sans réponse est : comment assurer, en cas de convergence entre partenaires, un prix correspondant aux objectifs partagés,

Des questions iconoclastes sont parfois soulevées, « Les prix du brut ont-ils vraiment de l'importance ? », ou dans une autre formulation « qui est concerné par le prix dont on fait mention ? ». (Au vu de l'importance des prélèvements fiscaux des Etats consommateurs, de la place décroissante du pétrole dans le Pib, et des influences du raffinage et de la distribution sur le prix des produits constatés aux Etats-Unis en 2000.)

Les prix élevés de la plus grande partie de 2001 succédant à ceux de 2000 ont favorisé les pétroles non-conventionnels. Les questions techniques sont de mieux en mieux maîtrisées, et les coûts sont acceptables lorsque les prix du brut dépassent \$25. Les 4 grands projets vénézuéliens arrivent à maturité avec des investissements des compagnies étrangères supérieurs à \$13Ma, et le Canada raffine plusieurs centaines de milliers de b/j de bitume. On a là des ressources potentielles immenses d'hydrocarbures pour prendre le relais éventuel du pétrole conventionnel dans une trentaine d'année. L'obstacle déterminant aujourd'hui n'est pas celui du prix, mais les effets environnementaux désastreux de ces productions.

### **Ecartelée entre la défense de ses parts de marché et le soutien des prix l'Opep doit trouver des alliés et retrouver sa crédibilité**

Le haut niveau des prix en 2000 et les ajustements du volume de production aux conditions du marché pouvaient nourrir l'hypothèse d'une « refondation » de l'Opep. La situation fin 2001 conduit à écarter cette perspective. La stratégie pétrolière de l'Opep balance en permanence entre le maintien de parts de marché pour le présent et surtout le futur, avec des prix bas, une production élevée et des capacités disponibles importantes, et un objectif de prix proches de \$30, qui suppose des réductions répétées de la production lorsque la demande faiblit, ces prix élevés alimentant la tendance baissière de l'économie et donc réduisant encore la demande de pétrole.

Le mécanisme stabilisateur dont le principe avait été adopté en août 2000, prévoyant des hausses ou baisses automatiques de production lorsque les prix passaient au-dessus de \$28, ou descendraient au-dessous de \$22 n'a jamais pu fonctionner « automatiquement », c'est à dire sans décisions spécifiques à l'issue de négociations dures. La stabilisation (relative) s'est faite sans automatisme, et a impliqué à chaque fois de difficiles discussions

et des compromis douloureux. Trois réductions de production ont été mises en œuvre en 2001, portant sur un total de 3,5 mb/j : en janvier (-1,5 mb), en mars avec effet le 1<sup>er</sup> avril

(-1mb/j), en juillet avec effet le 1<sup>er</sup> septembre (-1mb/j). La production officielle de l'Opep en fin 2001 est donc revenue à son niveau du début 2000, les 4 hausses de 2000 étant annulées par les baisses de 2001. Les ajustements de production permettent un résultat satisfaisant en matière de prix lorsque la demande est soutenue, et qu'il s'agit de l'accompagner sans laisser les prix monter excessivement ; par contre lorsque la demande faiblit, les automatismes ne peuvent jouer, le partage des pertes de production est nécessairement objet de conflit, et surtout impose un choix entre parts de marché et soutien du prix, ce qui est précisément la situation à la fin de 2001. L'incapacité à faire respecter en octobre la limite inférieure de prix, (qui ont été pendant plus de 20 jours en dessous du plancher de \$22) a réduit la crédibilité de l'Opep. En octobre, une meilleure application des quotas a permis de réduire de 1,2mb/j à moins de 800000 b/j les excédents de production par rapport aux plafonds, mais la baisse de la demande relance sans cesse la question de nouvelles mesures restrictives.

La baisse de production de l'Opep permet d'éviter une chute profonde et durable des prix. L'affaiblissement de l'activité mondiale après le 11 septembre rend l'exercice de contrôle de la production plus aléatoire et surtout place l'Opep, en fait l'Arabie Saoudite, devant des contradictions difficilement surmontables. Sans restriction de la production, l'offre excèdera fortement la demande, et les prix seront poussés vers le bas. Mais une réduction de production des seuls pays membres, de l'Opep, sans les principaux exportateurs non-membres : Russie, Norvège, Mexique laisserait le champ libre à ceux ci et à quelques autres (Angola, Colombie, Oman) pour augmenter leur production et profiter des prix soutenus. Les parts de marché de l'Opep tendent effectivement à diminuer, et selon l'AIE, elles devraient descendre au-dessous de 32% si les quotas applicables à partir du 1er janvier sont respectés. L'Organisation retrouverait ainsi sa part de marché des années 1980.

Pour l'Opep, toute politique de restriction de production doit nécessairement s'assurer le concours ou la neutralité bienveillante d'alliés réticents ou indifférents : ses grands interlocuteurs non-Opep traditionnels, Mexique et Norvège, (dont l'accord avait été déterminant dans le succès des réductions de production de mars 1999), et de quelques exportateurs secondaires (Oman par exemple) mais aussi de la Russie. Elle doit tenir un compte croissant des positions russes et constate avec beaucoup de rancœur le grignotage de ses parts de marché par les non-Opep, mais elle ne peut donner la priorité à la défense de ses parts de marché, sans provoquer un effondrement des prix comparable à celui observé en 1998.

Les discussions et les affrontements de l'automne à propos d'une éventuelle réduction supplémentaire de 1,5 mb/j à partir du 1er janvier 2002, en réaction à des prix inférieurs à \$20 reflètent clairement la faiblesse de l'Organisation et ses difficultés à influencer les marchés. En novembre, l'Organisation annonçait son intention de raffermir les cours en réduisant de 1,5 mb/j la production de ses membres à partir du 1<sup>er</sup> janvier, et ce malgré la conjoncture économique mondiale défavorable, à condition qu'elle ne soit pas seule à porter le poids du soutien des prix, et que les principaux exportateurs non-Opep acceptent une réduction globale de 500000 b/j. La Russie proposa une réduction de l'ordre de 30000 b/j (moins de 0,5% de sa production), qui fut considérée comme une véritable insulte par l'Arabie Saoudite, principal producteur affecté par la réduction Opep. L'acceptation ultérieure d'une réduction un peu moins insignifiante, mais encore très limitée, a permis l'accord du 28 décembre prévoyant une réduction totale pour l'Opep, pour une durée de 6 mois, de 1,5 mb/j au 1/1/02. La Norvège et la Russie ont accepté chacune de réduire leur production de 150000b/j, le Mexique de 100000 b/j, Oman de 40000, et l'Angola de 22500,

soit au total une baisse de 462500 mb/j. mais il s'agit d'un accord ponctuel, précaire, et qui n'institue en rien une véritable situation de coopération. L'objectif de production à partir du 1er janvier pour les 10 de l'OPEP, sans l'Irak, sera de 19% inférieur à la production du début de 2001, à 21,7 mb/j, chiffre le plus bas depuis 1991.

La répartition des restrictions de production se heurte toujours à l'épineuse question de l'inégalité de la situation des pays membres face à une baisse des revenus. Certains pays peuvent supporter sans grand dommage une baisse temporaire de leurs revenus, pendant la période requise pour que la hausse des ventes compense la chute des prix. D'autres au contraire subissent une très forte contrainte financière, qui rend impératif un prix assurant dans l'immédiat des revenus suffisants. L'objectif recherché est le prix qui permet d'équilibrer les comptes extérieurs et/ou le budget sans tirer sur les réserves ou s'endetter. Ce prix varierait de \$ 7 pour le Koweït et 13 pour la Libye, à \$ 26 pour le Nigeria. Les revenus de l'ensemble des pays de l'Opep sont restés relativement importants en 2001 (environ \$180Ma), chiffre en baisse par rapport au record de 2000 (\$260Ma), mais sensiblement supérieurs aux \$155Ma de 1999, pour ne pas parler des \$112 Ma de 1998. ∴

La nécessité d'un certain volume de capacités excédentaires pour pouvoir répondre sans délais à un accroissement de demande est un élément essentiel des stratégies de sécurité énergétique. Les capacités de production de l'Opep devraient augmenter d'environ 5mb/j d'ici 3 à 5 ans. Les principales augmentations prévues concernent l'Arabie Saoudite, qui pourrait porter sa capacité à 12,5 mb/j, (l'Aramco, la compagnie nationale saoudienne, a même évoqué la perspective d'une augmentation des capacités de production à 15 mb/j). Koweït propose des contrats de service aux compagnies étrangères pour accroître de 500000 b/j la production de gisements proches de frontière irakienne, l'Algérie veut porter sa capacité de moins de 1 mb/j à 1,5 mb/j, elle aussi avec le concours des compagnies étrangères, l'Iran passerait de 3,8 à 5 mb/j, les EAU de 2,3 à 2. Il faut évoquer pour mémoire l'énorme potentiel de l'Irak qui pourrait sans doute parvenir à produire 6 mb/j relativement rapidement après la fin de l'embargo. Comme le jeu sur les capacités est essentiel pour toute stratégie pétrolière, il est très difficile pour les pays membres de l'Opep de concilier leurs objectifs d'accroissement de capacité (dont la création et l'entretien coûtent très cher), et le respect d'engagements de restriction de production au cas où l'offre excéderait durablement la demande dans les prochaines années, la crédibilité de l'Organisation en est fortement réduite.

### **L'Arabie Saoudite face à des pressions intenses et contradictoires**

L'Arabie Saoudite n'est pas au cœur de la géopolitique pétrolière seulement parce qu'elle détient 25% des réserves mondiales de pétrole, est le premier exportateur mondial et celui dont les coûts de recherche et de production sont les plus bas, elle l'est aussi parce qu'elle dispose de plus de la moitié des capacités de production immédiatement disponibles dans le monde (environ 2,5 mb/j,) et est le seul producteur qui peut instantanément accroître ou réduire fortement sa production.

L'Arabie Saoudite a des liens politiques, militaires, économiques particuliers avec les Etats-Unis, ce qui la place dans une situation particulièrement inconfortable depuis quelques mois. Elle ne peut pas mécontenter son protecteur américain, dont les troupes sont censées assurer sa protection, mais ne peut non plus paraître céder à la pression d'un pays dont la présence est très mal acceptée par la grande majorité des saoudiens et l'ensemble du monde arabe et musulman. Par ailleurs, sa place dans une coalition antiterroriste est pour le moins ambiguë, du fait de ses liens incontestables avec des groupes islamique militants qu'elle finance et utilise, y compris des composantes de la nébuleuse Ben Laden. Les choix majeurs de sa stratégie pétrolière et politique font

l'objet de conflits au sein même du clan dirigeant. Après le sommet atteint en 2000, ses revenus sont restés importants, mais insuffisants pour assurer l'équilibre du budget, et financer les importantes opérations de redistribution domestique et islamique extérieure auxquelles la survie du régime est liée. La mise en œuvre des réformes économiques indispensables à moyen terme pour réduire la dépendance pétrolière et prendre en charge une population très jeune et en croissance rapide est à nouveau repoussée, et on voit se manifester la schizophrénie du rentier : quand les revenus pétroliers diminuent, on cherche à diversifier l'économie et à réduire les subventions, mais on n'en a pas les moyens, et quand les revenus augmentent, on préfère les facilités de la dépense qui achète les opposants et neutralise les ennemis. Pour l'Arabie Saoudite, confrontée à de multiples pressions et contraintes, le prix du pétrole qui permettrait l'équilibre financier sans aggravation de l'endettement est \$ 25, il est sensiblement supérieur à celui actuellement reconnu comme réaliste par l'Opep elle-même, et au delà de celui jugé souhaitable pour accélérer la reprise de l'économie mondiale. On se trouve face à une contradiction supplémentaire de la stratégie saoudienne : le prix qui correspond à ses intérêts à long terme de détenteur de fortes capacités de production et de grosses réserves, et satisfait le protecteur américain est relativement faible (moins de \$20), celui qui répond dans l'immédiat à ses contraintes financières et aux désirs de plusieurs membres de l'Opep est d'au moins \$25. Une sorte de compromis diplomatique a été formulé en décembre par le ministre saoudien du pétrole qui a déclaré que le prix souhaitable était entre \$20 et 25. Ce sont là les objectifs défendus par l'Union Européenne et par la Russie. Rien ne permet de penser cependant qu'un tel niveau pourra être obtenu dans les prochains mois, et l'écart reste considérable en termes de revenus pour les producteurs entre \$20 et \$25.

La politique d'ouverture de l'amont pétrolier, amorcée très prudemment à partir de 1999 par l'Arabie Saoudite, et qui fait toujours l'objet de controverses violentes parmi les dirigeants, n'a pas vraiment progressé en 2001 dans le domaine pétrolier. Le gouvernement a retenu un des propositions des compagnies pour des investissements dans le gaz et les infrastructures, prélude officieux à une possible ouverture ultérieure de l'amont pétrolier. Trois projets majeurs, représentant des dizaines de Ma de dollars d'investissement ont été retenus, et attribués pour l'essentiel à des firmes américaines (Exxon/Mobil se taillant la part du lion). Le 11 septembre a semble-t-il gelé toute décision, susceptible d'être ressentie comme une provocation par une partie de la population. Le gouvernement a annoncé que les attributions officielles seraient effectuées en mars 2002. Il semble que le processus, plus avancé, de l'ouverture amont entrepris par le Koweït reste dans les objectifs de l'Emirat, mais a lui aussi été reporté.

### **Les paradoxes contradictions et les ambiguïtés de la politique américaine**

La nouvelle administration du président Bush est très liée aux milieux pétroliers, qui sont même directement représentés dans l'équipe gouvernementale plan énergétique qui affirme avec éclat l'unilatéralisme de la politique de grande puissance des Etats-Unis et la primauté des seuls intérêts américains dans l'approche des questions énergétiques, avec le refus de toute contrainte sur l'économie et le mode de vie américain au nom de la défense de l'environnement et des équilibres énergétiques mondiaux. La logique du plan est la stabilisation du taux de dépendance énergétique (58% de la consommation de pétrole est importée), mais sans imposer de contraintes. Le vice-président Dick Cheney affirme : « économiser l'énergie peut être une vertu privée, mais ne constitue pas une base suffisante pour une politique énergétique saine et complète ». Les responsables américains refusent ainsi toute démarche pour réduire ce que l'hebdomadaire anglais The Economist appelait « oil addiction », la dépendance envers le gaspillage pétrolier.

Le Plan Bush pour l'énergie est donc centré sur l'augmentation de l'offre et non sur la limitation de la demande, cette augmentation doit essentiellement provenir de l'exploitation des ressources nationales : gaz naturel, charbon, nucléaire, hydraulique. Les espaces fédéraux protégés de l'Alaska et des zones maritimes seront ouvertes aux recherches pétrolières. Les risques de dépendance seraient réduits par l'appel le plus large possible aux bruts du continent américain : Canada Mexique, Vénézuéla. Les énergies renouvelables ne sauraient constituer une ressource significative à moyen terme.

Les paradoxes de la position américaine sont plus éclatants que jamais en cette année 2001. Après avoir pratiquement commencé son mandat en proclamant le refus des Etats-Unis de prendre en considération le protocole de Tokyo, destiné à introduire un début de lutte mondiale contre l'effet de serre, la renonciation dans le plan Bush à l'adoption de mesures administratives (contrôle de certains prix, création d'agences, utilisation des stocks stratégiques etc.) et le recours aux seuls mécanismes du marché pour assurer les équilibres offre-demande à des prix acceptables contraste avec le constat de multiples échecs patents du marché. La hausse des prix de 2000 et leur niveau assez élevé du début de 2001 ne sont pas dus aux manœuvres de l'Opep comme le reconnaît lui-même le vice-président, mais aux défaillances des structures dont souffre une industrie des hydrocarbures qui a mal réagi à certaines carences de la déréglementation forcenée vécue depuis 20 ans. Les raffineries sont en nombre insuffisant, mal adaptées aux nouvelles spécifications des produits imposées par les contraintes environnementales, 38000 miles de conduites nouvelles devraient être rapidement construits, la capacité de production d'électricité est très insuffisante, il faudrait édifier en 20 ans entre 1300 et 1900 centrales pour répondre à la demande et éviter une généralisation de la situation énergétique catastrophique de la Californie aujourd'hui. Cette crise californienne, est le symbole des insuffisances du marché, de la nécessité de la régulation dans des industries de réseaux, et de l'absolue nécessité pour la collectivité de prendre en charge les problèmes liés au maintien de capacités disponibles, de programmations à long terme, de coordination entre acteurs du secteur énergétique et du caractère de service collectif d'une partie au moins des activités énergétiques. La politique énergétique américaine continue à ignorer totalement ces perspectives, y compris les dangers liés à l'effet de serre.

Du fait de la conjoncture, la demande de pétrole a connu sa première baisse depuis 10 ans aux Etats-Unis, reculant de 1%, elle atteint 19,6 mb/j (soit environ 26% de la consommation mondiale), la production de brut a très légèrement augmenté interrompant elle aussi la tendance à la baisse constatée depuis 10 ans. Les importations cependant se sont accrues de 1,2%, pour atteindre leur record historique de 11,59mb/j. La dépendance pétrolière extérieure américaine dépasse 58% un pays qui est le plus gros producteur mondial.

### **Le grand retour de la Russie**

Un des faits marquants de 2001 est le retour de la Russie au premier rang des puissances d'influence mondiale. Elle ne se contente pas d'être grande bénéficiaire politique du 11 septembre et de la lutte contre l'extrémisme islamique. En ralliant avec empressement le camp des adversaires du terrorisme, elle obtient en effet un blanc-seing pour sa politique d'écrasement de la Tchétchénie, et une reconnaissance par les Américains d'une sorte de tutelle sur les républiques indépendantes issues de l'ex-URSS. De nombreux points d'affrontements, voire de conflits potentiels entre les Etats-Unis et la Russie

concernant la politique régionale sont désormais abordés dans une perspective nouvelle, de compréhension et reconnaissance des intérêts réciproques, voire de coopération. Elle apparaît de plus en plus comme le partenaire indispensable, inévitable et exigeant de toute intervention politique et économique dans le grand jeu sans cesse recommencé autour des ressources de la Caspienne.

L'année 2001 confirme parallèlement son retour comme acteur important sur la scène pétrolière mondiale, et annonce d'une présence de plus en plus active dans le système mondial des hydrocarbures. Après une décennie de chute de la production et des exportations (baisse de 45% entre 1989 et 1999), et une orientation dominante vers l'exportation de ses ressources gazières comme source majeure de devises, la production pétrolière russe a repris un sentier d'accroissement, de même que les exportations. Ses réserves prouvées, environ 50 Ma de barils, représentent moins de 20% de celles de l'Arabie Saoudite, moins de la moitié de celles de l'Irak, des Emirats, du Koweït ou de l'Iran, mais sont loin d'être négligeables dans le monde « non-Opep ». Elle retrouve en 2000 sa position de 2<sup>ème</sup> producteur mondial, derrière l'Arabie Saoudite, position perdue en 1990 au profit des Etats-Unis. La production russe devrait être quasiment équivalente à celle de l'Arabie Saoudite en 2002. Les exportations atteignent 4,4 mb/j, 2<sup>ème</sup> rang mondial. Dans une large mesure, l'économie russe est une économie de rente pétrolière et gazière : le pétrole représente 11% du Pib, entre 20 et 40% des recettes budgétaires (\$15 Ma), selon les modes de calcul, 30% des exportations. Le secteur pétrolier russe est en évolution rapide, avec une interpénétration des plus complexes entre les intérêts « privés » dominants, ceux de l'Etat et ceux des groupes ouvertement maffieux. Cette situation rend particulièrement difficile l'analyse des décisions en matière de production pour soutenir la régulation de l'offre par l'OPEP. L'intervention du gouvernement se fait par le truchement de taxes à l'exportation. Les relations complexes avec les anciennes républiques de l'Asie et du Caucase semblent elles aussi en évolution nette, passant d'une situation de concurrence parfois ouvertement conflictuelle (compte tenu de l'appui américain aux gouvernements de ces nouveaux Etats), à une sorte de complémentarité ou coordination (pour résoudre les questions de transport en particulier.) Le rapprochement Russo-américain ne peut que renforcer cette tendance. Dans cette perspective, la Russie a fait très récemment savoir qu'elle levait son opposition à la construction fortement soutenue par les Américains d'un oléoduc traversant toute la Turquie de la mer Noire à la Méditerranée pour évacuer le pétrole de la Caspienne sans passer par la Russie et surtout les détroits turcs soumis à une aggravation catastrophique de risques d'accidents déjà extrêmement préoccupants.

Le désir des Russes de devenir des acteurs majeurs du jeu pétrolier dans le futur se manifeste encore de nombreuses manières. Les compagnies russes cherchent à acheter des entreprises d'Europe occidentale en mauvaise situation financière pour contrôler des capacités de raffinage susceptibles de renforcer leur présence sur ces marchés rentables. Par ailleurs, la consolidation du pouvoir central sous la présidence Poutine, induit une perception de stabilité accrue dans le pays qui relance l'intérêt de grandes compagnies occidentales, dont la plupart avaient mis en veilleuse leurs alliances russes depuis quelque temps. Les plus grosses opérations concernent des développements importants en Extrême Orient, dans les îles Sakhaline, on fait état d'investissements de l'ordre de \$10 à 15 Ma dans les 10 prochaines années. Les Russes par ailleurs, après être devenus des membres très actifs du forum des pays exportateurs de gaz (Fopeg), (qui récuse toute assimilation à une Opep gazière, mais veut promouvoir la prise en considération de la position des fournisseurs dans les décisions relatives aux équipements gaziers) appellent à la création d'une alliance eurasiennne du gaz permettant de renforcer leur influence auprès des républiques de l'ex URSS, et faire obstacle aux ambitions iraniennes dans la région.

La Caspienne, pièce essentielle de la politique russe, mais enjeu dépassant largement les seuls riverains reste au cœur du « grand jeu », mais se trouve actuellement quelque peu en retrait. Elle suscite une certaine déception dans les milieux pétroliers, même si le potentiel effectif est loin d'être totalement connu, nul ne se hasarde plus à évoquer une sorte d'alternative au Moyen-Orient, ni même les « trois fois la mer du Nord » complaisamment évoqués il y a quelques années. Les réservoirs les plus prometteurs tardent à confirmer leurs promesses, les premiers résultats sont peu concluants en particulier pour les champs explorés dans le sud, près de l'Azerbaïdjan. L'intérêt actuel se déplace vers le nord, l'off shore Kazakh où se trouve le gisement géant de Kashgan, considéré comme la plus grosse découverte mondiale depuis 30 ans. Les questions d'évacuation sont loin d'être résolues, les coûts sont souvent plus élevés que prévus, la production n'atteint pas 1,5 mb/j pour les 4 pays concernés : Azerbaïdjan, Turkestan, Ouzbékistan et Turkménistan. La production pourrait atteindre 3mb/j dans 5 ans, soit moins que la production actuelle de la Norvège) ce chiffre n'est pas négligeable, mais ne représenterait que 3 à 4% de la production mondiale.

Les modalités concrètes du jeu politique du grand retour de la Russie dans le monde pétrolier d'aujourd'hui sont d'autant plus complexes et difficiles à prévoir que les relations entre le pouvoir d'Etat et les oligarques du pétrole qui contrôlent les grandes compagnies sont pour le moins ambiguës, que les alliances et les allégeances sont mouvantes et que la fiabilité des engagements du gouvernement reste à démontrer et à garantir.

### **Une bonne année pour les entreprises pétrolières, malgré la détérioration des derniers mois**

Les entreprises pétrolières, quels que soient leurs efforts de réduction des coûts, de diversification de leurs domaines d'activité et d'extension de leurs dimensions restent tributaires des variations de prix du brut, et donc connaissent des variations cycliques de leurs résultats. Avec ses prix élevés (brent au-dessus de \$27), la plus grande partie de l'année leur a été encore très profitable, après une année 2000 fastueuse. Le scénario de 2000 a paru se reproduire assez largement, avec un marché de produits tendu, une demande en croissance malgré les signes de ralentissement, et les Compagnies « never had it so good » Au premier semestre 2001, Exxon-Mobil affiche des résultats en progression de 51% (\$5ma), des performances similaires sont affichées par d'autres grandes compagnies. Selon les analystes du secteur pétrolier, tout le monde, sauf les automobilistes, profite alors des prix soutenus : les compagnies, les Etats collecteurs de taxe, les pays producteurs ; le niveau élevé des prix des carburants ne réduit pas la demande, mais limite les possibilités de dépenses des consommateurs dans d'autres domaines. A partir de l'été, la baisse des prix réduit les résultats, les bénéfices du 3<sup>ème</sup> trimestre diminuent, pour la première fois depuis le premier trimestre 1999 dans certains cas, le mouvement se confirme au 4<sup>ème</sup> trimestre. Les profits de Exxon/Mobil sont ainsi réduits de moitié par rapport à ceux du premier trimestre. L'ensemble de l'année reste néanmoins très satisfaisant pour les compagnies et leurs actionnaires. Total/Fina/Elf affiche pour 2001 des profits proches de 7,5 Ma d'euros, chiffre de 2% seulement inférieur aux résultats de 2000, alors que les prix moyens du pétrole sont en baisse de \$28,40 à \$24,50, et que les marges de raffinage ont diminué de \$23,4 à \$15,40 la tonne. La situation est aussi très satisfaisante pour Exxon/Mobil qui affiche un bénéfice de \$15,6 Ma, inférieurs de \$2ma seulement au niveau dégagé en 2000. La situation ne devrait pas être très différente pour Shell et BP/Amoco : résultats très favorables, mais un peu en dessous des records de 2000 du fait de la baisse des

prix du brut en fin de période. Les profits des secteurs amont sont sensiblement plus élevés que ceux de l'aval, ceux-ci subissant les aléas de la capacité des raffineries et des variations de prix des produits. Ceci favorise les entreprises disposant de ressources propres de brut significatives

La grande vague de Fusions-acquisitions des années 98-2000 est passée, mais des projets voient encore le jour, comme celui, annoncé en novembre 2001 d'une fusion entre Conoco et Phillips Petroleum, (qui formeraient un groupe de près de \$35 Ma.) Les milieux informés faisaient cependant état au début de 2002 d'une éventuelle contre-proposition d'achat de l'une ou l'autre compagnie par le super géant Chevron/Texaco résultant lui-même d'une fusion récente et encore mal « digérée ». Le géant Royal-Dutch Shell, et dans la catégorie en dessous l'ENI, figurent parmi les dernières grandes compagnies disponibles pour des alliances majeures. Dans le classement des 50 plus grandes firmes mondiales du secteur, on observe une montée des firmes privées au détriment des firmes d'Etat. Parmi les huit premières firmes mondiales en 2000 (selon une batterie complexe de critères), on trouve 4 entreprises nationales : Aramco (No1, Arabie Saoudite), PDV, (No2, Vénézuéla), Nioc, No 4, Iran) et Pemex No 6 (Mexique) et 4 Compagnies privées : Exxon/Mobil, Royal Dutch-Shell, BP/Amoco et Total/Fina/Elf. Il faudrait ajouter à la liste des premiers Texaco/Chevron dont la fusion est devenue effective. Huit des 50 premières firmes pétrolières mondiales sont américaines, mais 9 sont russes.

En 2000, les accroissements d'investissements avaient suivi avec un certain retard le retour des prix élevés du brut et des profits. Disposant de très importantes réserves financières (RD-Shell disposerait ainsi d'un « trésor de guerre » de \$ 20 Ma) les compagnies en 2001 accélèrent leur développement et recherchent des réserves supplémentaires, clefs de leur prospérité future. On voit se concrétiser les projets de recherche et développement mis en veilleuse, notamment en Alaska, au Canada, dans le Golfe de Guinée, au Kazakhstan, en mer de Chine méridionale. On constate ainsi un certain renversement de la politique des compagnies, après avoir fortement subi la pression de leurs actionnaires en faveur de la rentabilité financière maximale au détriment des projets de croissance à rentabilité lointaine ou aléatoire, mais porteurs de vastes potentiels, elles peuvent désormais adopter une démarche plus entrepreneuriale correspondant davantage à la nature même de leur activité qui implique la prise en compte du long terme, et l'acceptation du risque industriel, sans se concentrer sur la seule réduction de coûts pour améliorer les comptes trimestriels. La chute des profits au dernier trimestre ne remet que faiblement en cause les plans d'investissement en 2002 de la plupart des grandes compagnies : Exxon prévoit d'investir \$8,5Ma, Shell 6Ma, BP 8Ma, ; les révisions à la baisse des investissements concernent les indépendants américains, victimes de l'effondrement du prix du gaz naturel. Le prix de référence retenu en moyenne pour actualiser les projets est de \$20 le baril de brut.

La concentration se poursuit dans le secteur para-pétrolier qui a vu son activité bénéficier de la reprise des investissements et de l'engagement des compagnies dans le développement de nouvelles ressources. Le cas le plus remarquable est celui de la fusion, après des interventions actives de l'Etat français, entre Technip et Coflexip, qui donne naissance au premier groupe européen, 6<sup>ème</sup> groupe mondial d'ingénierie et de services pétroliers, avec un chiffre d'affaires de 4,6 Ma d'euros. Le problème majeur auquel se heurtent les entreprises du para-pétrolier aux Etats-Unis est la difficulté de reformer des équipes de personnels qualifiés, après les débauchages massifs auxquels elles avaient procédé en 1998/1999.

## **Des pétroliers en accusation devant l'opinion et sous surveillance des ONG**

L'opinion publique, en particulier en France du fait de l'affaire de l'Erika et de l'explosion d'une usine chimique de Total/Fina/Elf près de Toulouse provoquant la mort de plus de trente personnes, est de plus en plus exigeante et attentive aux dimensions environnementales des activités des entreprises pétrolières et à leur comportement éthique. Les entreprises, par intérêt ou par conviction cherchent à se donner une image « verte » et multiplient les initiatives publiques pour affirmer leur attachement à la protection de l'environnement et au respect de principes éthiques dans le domaine social. Une revue spécialisée britannique résumait récemment ainsi le défi de respectabilité sociale et de responsabilité morale auquel doivent faire face les entreprises pétrolières géantes que leur volume d'activité, leurs dimensions mondiales et leurs profits considérables contraignent à assumer une position d'entreprises citoyennes du monde, sommées d'assumer au moins le coût des atteintes à l'environnement et à la société dont leurs activités sont responsables. « Quand le prix du pétrole baisse, et que celui de l'essence reste inchangé, quand on révèle combien d'argent certaines compagnies ont apporté à des partis politiques, quand il apparaît qu'un projet énergétique peut provoquer des dégâts environnementaux, alors l'opinion publique devient très hostile aux majors, et de plus en plus, le public ne se contente pas de critiquer. » Les perspectives de mobilisation de masse contre une compagnie ne relèvent plus de l'utopie, mais sont devenues des réalités (campagnes de boycott par exemple) que les compagnies prennent sérieusement en considération dans l'élaboration de leurs stratégies et de leur politique.

**L'environnement** pourtant passe souvent au second plan des préoccupations comme l'illustre l'extraordinaire indifférence, voire la désinvolture de l'Administration Bush tant à l'égard des protocoles de Kyoto que dans la formulation de son plan énergétique. Dans cette perspective, on peut s'interroger sur la nature de l'intérêt officiellement affiché par compagnies pétrolières pour les énergies renouvelables et les objectifs ambitieux affichés en la matière. Shell et BP, en tête dans le domaine des énergies renouvelables, sont déjà des joueurs majeurs dans l'énergie solaire et éolienne. Shell annonce qu'il dépensera \$1Ma d'ici 2006 pour les énergies renouvelables (chiffre à relativiser en le rapprochant des \$4 Ma de bénéfices trimestriels), BP se découvre une vocation de compagnie verte, BPSolar est la plus grande entreprise de production d'énergie solaire, avec des usines de production aux Etats-Unis, en Espagne, Australie, Inde, et revendique 20% du marché mondial. Même Exxon/Mobil affiche depuis peu une sensibilité écologique surprenante, sans compter les proclamations environnementalistes de Total/Fina/Elf. Sans mettre en doute une authentique préoccupation en la matière, on peut penser qu'on se trouve encore largement dans une attitude de relations publiques en réponse aux attaques des ONG, que d'une véritable conviction concernant la possibilité de voir les énergies renouvelables jouer un rôle autre que marginal et représenter 20 ou 25% de leurs chiffres d'affaire dans un délai économiquement significatif. On assiste par ailleurs à une sorte de remise en cause systématique, venant de divers milieu, des énergies renouvelables dont les apports potentiels sont minimisés et les inconvénients soulignés. Les progrès sont donc limités, sans accélération notable, et on ne perçoit pas de saut qualitatif en la matière en 2001, la baisse des prix ne peut que contribuer à freiner la marche vers les ER.

**L'affaire Enron met en cause la logique et la morale du marché** La débâcle dans des conditions ignominieuses de la firme géante de courtage énergétique Enron a reçu une couverture suffisante dans la presse pour qu'il ne soit pas nécessaire de rappeler la nature de l'affaire. Il est cependant indispensable d'en évoquer en quelques lignes l'importance pour le marché pétrolier, même si ses activités concernaient l'ensemble du secteur

énergétique, et davantage l'électricité et le gaz que le pétrole. Il n'est pas exclu que dans quelques années, 2001 soit d'abord vue comme l'année du scandale Enron, avant d'être celle de l'attentat contre les tours jumelles de Manhattan. On a largement présenté, ces dernières années, Enron comme le prototype de la firme énergétique du futur, multi-services, multi-énergie, et à dominante financière plus qu'industrielle, démontrant que c'est avec l'immatériel et non les structures productives qu'on peut gagner beaucoup d'argent. Sa faillite peut être considérée comme un retour salutaire aux réalités de la production. Toute l'affaire, bien qu'elle soit encore loin d'être totalement connue au début de 2002, est par ailleurs exemplaire des liens étroits entre les milieux politiques (y compris en Grande Bretagne), et les puissants groupes de pression énergétiques. Les pratiques et les comportements des dirigeants enfin jettent une lumière crue et inquiétante sur le fonctionnement des marchés et sur le danger pour l'économie et la société d'attendre de leur seule efficacité des solutions satisfaisantes aux problèmes extrêmement complexes de la production et de la distribution d'énergie.

### **Perspectives pour 2002**

Les perspectives pour 2002 sont évidemment étroitement liées aux évolutions de la conjoncture mondiale et en particulier au rythme de la reprise américaine qui semble s'esquisser au début de 2001. La politique de restriction de l'Opep a conduit à une diminution inévitable de ses parts de marché. Si les réductions décidées à partir du 1<sup>er</sup> janvier sont réellement appliquées, cette part de marché tomberait à 32%, le pourcentage le plus faible depuis le milieu des années 1980. Elle aura beaucoup de difficultés à faire respecter leurs engagements par ses membres. L'Arabie Saoudite est le seul membre de l'Opep parmi les 5 premiers producteurs mondiaux, les Etats-Unis reprennent la première place, et la Russie est à quasi-égalité avec l'Arabie saoudite. La production non-Opep devrait augmenter de 0,8 mb/j en 2002, la majorité de l'accroissement venant de la Russie, du Canada, du Brésil. Les conditions de l'équilibre du marché en 2002 seront essentiellement déterminées par la vigueur et la rapidité de la reprise économique aux Etats-Unis et dans le monde, mais il semble que même si la reprise s'affirme, l'Opep aura de la difficulté à augmenter ses parts de marché selon l'AIE, la croissance de la demande ne devrait pas excéder 0,6 mb/j en 2002, (+0,7%) ce qui serait insuffisant pour absorber le seul accroissement prévu de la production hors Opep. Plus que jamais donc les perspectives restent floues. La tendance conjoncturelle dominante limite la demande, de nombreux producteurs veulent augmenter leur production pour accroître leurs revenus, et l'équilibre offre/demande pousse les prix à la baisse. Les intérêts de la majorité de partenaires du marché convergent vers l'existence de prix permettant des revenus suffisants sans mettre en péril la reprise économique, aucun mécanisme de concertation n'existe pour faciliter une coopération ou tout au moins un ajustement des comportements. Le maintien des prix entre \$18 et \$21 ou 22 serait sans doute la meilleure situation possible. Rien ne permet d'assurer qu'il sera effectivement assuré.